

المملكة المغربية
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⵎⴰⵔⴷⵓ
ROYAUME DU MAROC



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
ⵎⴰⵙⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵉⵔⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵉⵔⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵉⵔⴷⴰⵢⵜ
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N° : 11/CSEFRS/2016

RELATIF
A LA MISE EN PLACE DE L'INFOCENTRE DU CONSEIL

- EN QUATRE LOTS -

En application de l'article 1 du règlement des achats du Conseil et des dispositions de l'alinéa 2 §
1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 § 3 de l'article 17 décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars
2013) relatif aux marchés publics

APPEL D'OFFRES N° 11/CSEFRS/2016

Appel d'offres ouvert sur offres des prix en application En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique et des dispositions de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 § 3 de l'article 17 décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, représenté par son Président, désigné ci-après par « l'Administration » ou « le Maître d'Ouvrage ».

D'une part :

ET :

Monsieur, **Qualité**

Agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés au nom et pour le compte de :

Faisant élection de domicile à :

Inscrit au registre de commerce de sous le n° :

Inscrit au rôle de la patente de Sous n° :

Identification fiscale sous le n° :

Affilié à la CNSS sous le n° :

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque Attijari Wafa Bank Agence

Désigné ci-après par « »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION	4
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	4
ARTICLE 3 : JUGEMENT DES OFFRES	4
ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS	5
ARTICLE 6 : LANGUE	9
ARTICLE 7 : MONNAIE	9
ARTICLE 8 : DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	9
ARTICLE 9 : INFORMATION DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 10 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS	11
ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	11
ARTICLE 14 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : PRODUCTION DES PIECES DU DOSSIER ADMINISTRATIF DU CONCURRENT AYANT PRESENTE L'OFFRE LA PLUS AVANTAGEUSE	16
ARTICLE 16 : ANALYSE DES PIECES PRODUITES PAR LE CONCURRENT AYANT PRESENTE L'OFFRE LA PLUS AVANTAGEUSE	17
ARTICLE 17 : RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES	17
ANNEXES	18

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de la consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres des prix concernant quatre (04) lots séparés. Il s'agit du :

- lot1 : Développement et mise en œuvre d'une banque de données relative au système de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique, ainsi que les prestations de formation et d'assistance y afférentes.
- lot2 : Acquisition d'une plateforme matérielle pour l'infocentre.
- lot3 : Acquisition de logiciels nécessaires à la mise en place de la banque de données, ainsi que les prestations de formation y afférentes et d'assistance y afférentes.
- Lot4 : Acquisition de logiciel statistiques : IBM SPSS Statistics, ainsi que les prestations de formation y afférentes.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le Décret n° 2.12.349 précité.

Toute disposition contraire au Décret n° 2.12.349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du Décret n° 2.12.349 précité.

ARTICLE 2 : MAÎTRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres ouvert est le Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique. Il sera désigné ci-après par "maître d'ouvrage".

ARTICLE 3 : JUGEMENT DES OFFRES

L'évaluation des offres se fera en quatre lots séparés.

ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaire des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le Décret n° 2.12.349 précité,

Les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaire et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer à cette appel d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;

- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2.12.349 ;
- Les personnes qui présentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES CAPACITÉS ET DES QUALITÉS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2.12.349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

1. Le dossier administratif comprenant :

a. Pour chaque concurrent à la présentation de son offre

- i. Une déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret n° 2.12.349 précité conformément au modèle ci-joint (Annexe II) ;
- ii. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ;
- iii. Pour le groupement, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n° 2.12.349, Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention et la répartition des prestations, le cas échéant.

b. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2.12.349:

- 1) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée.
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et /ou le procès-verbal de l'organe compétant lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- 2) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2.12.349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- 3) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation

régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévus à cet effet à l'article 24 du décret n° 2.12.349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27/07/1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

La date de production des pièces prévues aux 2) et 3) ci-dessus sert pour appréciation de leur validité.

- 4) Le certificat d'immatriculation au Registre de Commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;
- 5) L'équivalent des attestations visées au paragraphe 2), 3) et 4) ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

2. Un dossier technique comprenant

Ce dossier doit contenir :

- i. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;
- ii. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation. Ces Prestations doivent être réalisées dans le domaine des études relatives au Systèmes d'information entre **2008 et 2015**.
- iii. Une copie légalisée du certificat d'agrément institué par le décret n° 2-98-984 du 4 hijra 1419 (22 Mars 1999). Le domaine d'activité exigé pour le présent appel d'offres est D13 : Etudes Générales. Les attributaires des lot2, lot3 et du lot4 ne sont pas concernés par la fourniture de ce certificat.

3. Une offre technique

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser le projet aux moyens de compétences adéquates selon une méthodologie et un plan de réalisation déterminés. A cet effet, ils doivent fournir les documents douze (12) documents suivants :

- 1) Les moyens humains de la société tout en distinguant entre les experts et les consultants (**Doc1**) (Seuls le lot1, le lot3 et le lot4 sont concernés par la production de ce premier document). Les concurrents doivent fournir :
 - Les curriculums vitae (CV) originaux (selon modèle ci-joint) datés et signés par les experts proposés pour la réalisation des prestations ;

- Les copies des diplômes et des certifications des experts certifiées conformes aux originaux ;
 - Les copies certifiées conformes aux originaux des attestations de références relatives au chef du projet occupant ce poste dans des prestations similaires ;
- 2) les Attestations des prestations réalisées dans le domaine de la conception et des réalisations des applications similaires à celles de l'objet de l'appel d'offres, pendant les huit dernières années (**Doc2** : Seuls le lot1, le lot3 et le lot4 sont concernés par la production de ce premier document).
 - 3) Présentation du Chef projet appuyée de son CV (**Doc3** : seuls le lot1 et le lot3 sont concernés par la production de ce document).
 - 4) Les curriculums vitae détaillés des membres de l'équipe proposée pour l'accomplissement des prestations objet de l'appel d'offres (**Doc4** : seuls le lot1 et le lot3 sont concernés par la production de ce document).
 - 5) Description de la méthodologie de conduite de projet proposé (**Doc5** : seul lot1 est concerné par ce document).
 - 6) Planning d'exécution du projet (**Doc6** : seuls le lot1 et le lot3 sont concernés par la production de ce document).
 - 7) Méthode de développement des applications (**Doc7** : seul lot1 est concerné par ce document).
 - 8) Méthode qualité proposée pour le développement des applications (**Doc8** : seul lot1 est concerné par ce document).
 - 9) Procédures de test (**Doc9** : seul lot1 est concerné par ce document).
 - 10) Méthode de déploiement du futur système (**Doc10** : seuls le lot1 et le lot3 sont concernés par la production de ce document).
 - 11) La liste et consistance des modules de formation du personnel (**Doc11** : seuls le lot1, le lot3 et le lot4 sont concernés par la production de ce document).
 - 12) Outils proposés pour le transfert de compétence (**Doc12** : seuls le lot1 et le lot3 sont concernés par la production de ce document).

Le Titulaire doit produire une offre technique contenant les 12 documents précités ci-dessous. Il est recommandé que ces documents soient fournis séparés (non un seul document contenant 12 parties).

NB : Pour le lot1, l'équipe proposée doit intégrer au moins les catégories de profils suivants :

Profil	Prestations et expériences attendues
Chef du projet	• Planification stratégique et gouvernance des systèmes d'information.
	• Conduite des projets de banques de données
	• Animation et coaching d'équipes projets
	• Cadrage de grands projets de réalisation de système d'information

Au moins deux (02) experts fonctionnels (1 en statistique et collecte des données et 1 en traitement de données statistiques)	• Rédiger les spécifications fonctionnelles détaillées
	• Analyse et modélisation du système d'informatisation du maître d'ouvrage
	• Elaboration des différentes stratégies liées au système (flux de données, reporting légal, etc.).
Au moins trois (03) experts techniques	• Réalisation de l'architecture applicative
	• Réalisation de l'architecture technique
	• Développement en Java /J2EE
	• Maîtrise du SGBDR Oracle
	• Définition de l'architecture de production respectant les exigences prédéfinis
	• Définir l'architecture de la sécurité applicative du système cible
	• Définir la stratégie de sauvegarde/restauration et l'architecture permettant la haute disponibilité
	• Définir la stratégie de reprise des données
	• Rédiger le plan et les scénarii de tests
Au moins deux (02) Formateurs	• Participer à la réalisation des tests utilisateurs.
	• Maîtrise des formations sur les systèmes informatiques métiers
	• Maîtrise de l'environnement applicatif du système cible

Le soumissionnaire doit fournir son offre technique en un (1) exemplaire sur support papier et un (1) exemplaire sur support électronique.

4. Une Offre financière

La proposition proprement dite pour chacun des quatre lots comprenant :

- i. Un acte d'engagement établi conformément au modèle ci-joint en annexe1 ;
- ii. un bordereau des prix détail estimatif.
- iii. La décomposition des prix forfaitaires.
 - Le montant de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
 - Les prix indiqués au niveau du bordereau des prix détail estimatifs doivent être libellés en chiffres.
 - En cas de groupement, le concurrent doit se conformer aux dispositions de l'article 27 §2 alinéa (a) du décret n° 2.12.349.
- iv. Une offre financière concernant la maintenance pour chacun du lot 1, du lot3 et du lot4. Cette offre doit fournir le prix homme/jour hors taxes pour chaque composante de la maintenance : Maintenance préventive, Maintenance corrective, Maintenance évolutive et Maintenance consultative.

Cette offre de maintenance, intégrée **dans le même pli de l'offre financière du lot considéré**, sera prise en considération dans l'évaluation financière des offres des concurrents.

Au moment opportun, le Maître d'ouvrage étudiera, en concertation avec le titulaire, la mise en œuvre d'une composante ou plusieurs composantes de cette maintenance.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres. Le montant total du bordereau des prix-détail estimatif, doit être libellé en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du bordereau des prix-détail-estimatif, le montant de ce dernier documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 : LANGUE

Les langues dans lesquelles doivent être établies les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents sont le français ou l'arabe, qui seront les langues faisant foi pour toutes les questions relatives à la signification ou l'interprétation du présent dossier d'appel d'offres.

ARTICLE 7 : MONNAIE

Le Dirham Marocain est la monnaie dans laquelle le prix des offres est formulé pour les concurrents installés au Maroc.

Pour les concurrents qui ne sont pas installés au Maroc et pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghreb, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 8 : DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2.12.349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix détail estimatifs ;
- La décomposition des prix forfaitaires.
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 9 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2.12.349 précité.

ARTICLE 10 : CONTENU ET PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Contenu des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2.12.349 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- 1) Un dossier administratif précité (Cf. article 5 ci-dessus) ;

- 2) Un dossier technique précité (Cf. article 5 ci-dessus) ;
- 3) le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 4) Une offre financière comprenant :
 - i. L'acte d'engagement établi conformément au modèle ci-joint en Annexe I ;
 - ii. Les bordereaux des prix détails estimatifs ;
 - iii. La décomposition des prix forfaitaires ;
 - iv. L'offre de maintenance
- 5) Une offre technique précitée (Cf. article 5 ci-dessus) ;

Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2.12.349 précité, les dossiers des concurrents doivent être présentés comme suit :

- I. Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :
 - Le nom et l'adresse du concurrent ;
 - L'objet du marché ;
 - La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
 - L'avertissement que «le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis».
- II. Ce pli contient trois enveloppes distinctes :
 - La première enveloppe contient les pièces des dossiers : administratif, technique, le CPS paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention «**Dossiers administratif et technique**» ;
 - La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention «**Offre financière** » ;
 - La troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention «**Offre technique** ».
- III. Les trois enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :
 - Le nom et l'adresse du concurrent ;
 - L'objet du marché ;
 - La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis.

ARTICLE 11 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2.12.349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du Maître d'Ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;

- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le Maître d'Ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2.12.349 précité.

ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2.12.349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le Maître d'Ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 11 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du décret n° 2.12.349 et rappelées à l'article 11 ci-dessus.

ARTICLE 13 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret précité, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, la commission de l'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prolongation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 14 : CRITÈRES D'APPRÉCIATION DES CAPACITÉS TECHNIQUES ET FINANCIÈRES DES CONCURRENTS

La procédure de jugement des offres comportera 3 phases comme suit :

- 1) Analyse des dossiers administratif et technique ;
- 2) Analyse technique comparative des offres techniques ;
- 3) Analyse financière des offres.
- 4) Analyse technico-financière

Les offres seront examinées en trois phases conformément aux dispositions de l'article 36, 38, 39, 40 et 41 du décret n° 2.12.349 précité.

Phase 1 : Analyse des dossiers administratif et technique

L'examen des dossiers se fait conformément aux dispositions de l'article 36 du décret n°2.12.349 précité.

Phase 2 : Analyse technique comparative des offres

Ne sont prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de la phase d'analyse des dossiers administratif et technique.

Pendant cette phase, il sera procédé à la comparaison technique des offres. Une note technique NT sur 100 sera attribuée à chaque offre, sur la base du barème ci-après:

A/ Moyens humains (Nmh) sur 100 points

Caractéristiques	Lot concerné	Points	Approche pour évaluation	Documents servant de base pour l'évaluation
Effectif des experts fonctionnels	Lot1, lot3	28	• 07 points pour chaque expert à concurrence de 28 points	Les moyens humains de la société tout en distinguant entre les experts et les consultants (Doc n°1)
Effectif des experts techniques	Lot1, lot3	48	• 12 points pour chaque expert à concurrence de 48 points	
Effectif des formateurs	Lot1, lot3 et lot4	24	• 06 points pour chaque consultant à concurrence de 24 points	
Total Nmh (sur 100 points)		100		

NB : La note du lot4 sera ramenée à une échelle de 100 en utilisant le poids des critères sur lesquels sont notés. Au niveau des moyens humains, le lot 4 n'est noté que sur les effectifs des formateurs. Il aura une note par rapport à 100 points. Cette démarche sera reproduite le long de l'évaluation des offres techniques.

B/ Importance et qualité des prestations réalisées dans les domaines objet de l'appel d'offres, pendant les huit dernières années. **(Npr) sur 100 points**

Caractéristiques	Points	Approche pour évaluation	Documents servant de base pour l'évaluation
Nombre de prestations réalisées dans le domaine :	50	• 5 ou plus : 50 points	Les Attestations des prestations réalisées dans le domaine de chaque lot, objet de l'appel d'offres , pendant
Lot1: des banques de données statistiques (conception et réalisation)		• 4: 40 points	
Lot3: Vente de logiciel similaire à l'objet du lot3		• 3 : 30 points	
Lot4: Vente de logiciel similaire à l'objet		• 2 : 20 points	

du lot4		<ul style="list-style-type: none"> • 1 : 10 points • Pas d'attestation: 0 points 	les huit dernières années (Doc n° 2).
Nombre de prestations réalisées dans le domaine	20	<ul style="list-style-type: none"> • 5 ou plus : 20 points 	
Lot1: Banques de données autres que statistiques		<ul style="list-style-type: none"> • 4: 16 points 	
Lot3: Vente de logiciels autres que ceux de l'objet du lot3		<ul style="list-style-type: none"> • 3 : 14 points 	
Lot4: Vente de logiciel similaire à l'objet du lot4		<ul style="list-style-type: none"> • 2 : 10 points 	
		<ul style="list-style-type: none"> • 1 : 5 points • Pas d'attestation: 0 points 	
Montant de la prestation (note moyenne des prestations)	30	<p>Lot1:</p> <ul style="list-style-type: none"> • > 1.500.000 DH : 30 points •] 1.000.000 DH 1.500.000 DH] : 25 points •] 700.000 DH 1.000.000 DH] : 20 points •]400.000 DH 700.000 DH] : 15 points • < 700.000 DH : 10 points <p>lot3 et lot 4:</p> <ul style="list-style-type: none"> • > 500.000 DH : 30 points •] 400.000 DH, 500.000 DH] : 20 points •] 200.000 DH 400.000 DH] : 10 points • < 200.000 DH : 4 points 	
Total Npr (sur 100 points)	100		

C/ Qualification des intervenants. (Nqi) sur 100 points : (Les lots 1 et 3 sont concernés par ce critère d'évaluation)

Caractéristiques	Points	Approche pour évaluation	Documents servant de base pour l'évaluation
Chef projet			
Formation académique du Chef projet	15	<ul style="list-style-type: none"> • Ingénieur d'Etat ou plus : 15 points • Diplôme équivalent à Bac+4: 10 points 	Présentation du Chef projet appuyée de son CV (Doc n° 3)

Expérience du Chef projet	25	<ul style="list-style-type: none"> • >10 ans et plus : 25 points •] 8 à 10] ans : 20 points •] 6 à 8] ans : 18 points • [5 à 6] ans : 15 points • < 5 ans : 10 points 	
Membres de l'équipe (CV détaillés selon le modèle de l'annexe IV)			
Formation académique de l'équipe projet (moyenne des notes attribuées aux différents membres de l'équipe).	20	<ul style="list-style-type: none"> • Diplôme Ingénieur d'Etat en informatique ou équivalent: 20 points • Diplôme équivalent à Bac+4 en informatique: 15 points • Diplôme technicien ou équivalent : 10 points 	Les curriculums vitae détaillés des membres de l'équipe proposée pour l'accomplissement des prestations objet de l'appel d'offres (Doc 4)
Expérience de l'équipe dans un domaine similaire au domaine du projet du lot de l'appel d'offres (moyenne des notes attribuées aux différents membres de l'équipe).	40	<ul style="list-style-type: none"> • > = 6 ans et plus : 40 points •] 3 à 6 [ans : 35 points •] 1 à 3] ans : 30 points • < = 1 an : 20 points 	
Total Nqi (sur 100 points)	100		

D/ Méthodologie, planning et outils de réalisation (Nm) sur 100 points:

Caractéristiques	Modalités d'évaluation							Documents servant de base pour l'évaluation
	Points (détail)	Excellent	Très bon	Bon	Assez bien	Moyen	Faible	
Méthodologie de conduite de projet Seul Lot1 est concerné	30	30	27	24	18	15	6	Description de la méthodologie de conduite de projet et du Plan Assurance Qualité proposés (Doc 5)

Planning d'exécution du projet (lot1 et lot3 sont concernés)	10	10	9	8	7	5	2	Planning d'exécution du projet détaillant pour chaque tâche les charges et la durée par personne (Doc n° 6)
Méthode de développement Seul le lot1 est concerné	10	10	9	8	7	5	2	Méthode de développement des applications (Doc n° 7).
Méthode qualité proposée pour le développement des applications Seul le lot1 est concerné	10	10	9	8	7	5	2	Méthode qualité proposée pour le développement des applications (Doc n°8)
Procédures de test de la solution proposée et de gestion des versions Seul Lot1 est concerné	10	10	9	8	7	5	2	Procédures de test (Doc n° 9)
Méthode de déploiement Lot1, Lot3 sont concernés	10	10	9	8	7	5	2	Recettes interne et externe, et mise en production et assistance (Doc n° 10)
Consistance des modules de formation proposés Seuls Lot1, Lot3 et lot4 sont concernés	10	10	9	8	7	5	2	La liste et la consistance des modules de formation du personnel (Doc n°11)
Outils proposés pour le transfert de compétence et de formation Seuls Lot1, Lot3 et lot4 sont concernés	10	10	9	8	7	5	2	Outils proposés pour le transfert de compétence (Doc n° 12)

Total Nm (sur 100 points)	100	100	90	80	60	50	20	
---------------------------	-----	-----	----	----	----	----	----	--

NB : Pour la notation de la méthodologie proposée (conduite du projet, développement et déploiement), il sera pris en considération la pertinence, la conformité et l'enrichissement de la réponse aux termes de références et adaptés à l'environnement du Maître d'ouvrage. L'agencement optimal des tâches et l'adéquation de l'affectation des consultants aux postes concernés seront également pris en considération. De même, il est recommandé de détailler les modalités pratiques liées à la mise en œuvre des prestations.

Il est également demandé aux concurrents du lot1 de renseigner la grille de l'annexe III.

A l'issue de cette phase, une note technique (NT) sur 100 est calculée comme suit :

Lot1 et Lot3 : $Nt = 0,05 \cdot Nm_h + 0,15 \cdot N_{pr} + 0,25 \cdot N_{qi} + 0,55 \cdot N_m$

Lot4 : $Nt = 0,20 \cdot Nm_h + 0,40 \cdot N_{pr} + 0,40 \cdot N_m$

Toute proposition totalisant une note technique inférieure à **70 points** sera écartée.

Phase3 : Analyse financière des offres

- **Pour le lot1 :**

La note financière (NF) est établie en fonction du rapport :

$$NF = (P0/P) \times 100$$

Avec :

P0 : Prix de l'offre la moins distante retenue (y compris la maintenance).

P : Prix proposé de l'offre concernée (y compris la maintenance).

- **Pour les autres lots (lot2, lot3 et lot4),** l'offre financière (y compris la maintenance) qui sera retenue est la moins disante.

Phase 4 : Evaluation définitive des offres du lot1

L'analyse technico-financière permet d'établir le classement définitif des concurrents selon les valeurs obtenues de la note globale (NG).

La note globale (NG) sur 100 sera calculée comme suit :

$$NG = 0,5 \times NT + 0,5 \times NF$$

L'offre retenue sera celle qui aura reçu la note globale (NG) la plus élevée.

L'offre la plus avantageuse est celle ayant obtenu la meilleure note technico-financière dans les conditions prévues dans l'article 154 du décret. Dans le cas où plusieurs offres jugées les plus avantageuses sont tenues pour équivalentes, tous les éléments considérés, la commission pour départager les concurrents procède entre eux à un tirage au sort.

ARTICLE 15 : PRODUCTION DES PIÈCES DU DOSSIER ADMINISTRATIF DU CONCURRENT AYANT PRESENTE L'OFFRE LA PLUS AVANTAGEUSE

La commission d'ouverture des plis invite par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication le concurrent ayant présenté l'offre

la plus avantageuse à produire les pièces afin de compléter son dossier administratif par les pièces prévues par l'article 5 du présent règlement de consultation.

Le concurrent doit produire les pièces précitées conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 40 du décret n°2.12.349 précité.

ARTICLE 16 : ANALYSE DES PIÈCES PRODUITES PAR LE CONCURRENT AYANT PRÉSENTÉ L'OFFRE LA PLUS AVANTAGEUSE

L'examen des pièces constituant le dossier administratif se fait conformément aux dispositions des paragraphes 8 et 9 de l'article 40 du décret n°2.12.349 précité.

ARTICLE 17 : RÉSULTAT DÉFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES

Le résultat définitif de l'appel d'offres aura lieu conformément aux dispositions de l'article 44 du décret n°2.12.349 précité.

Signature du Concurrent

Lu et accepté (mention manuscrite)

ANNEXES

ANNEXE I

ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à l'administration

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n° 11/CSEFRS/2016

Objet : Le présent appel d'offres a pour objet la mise en place de l'infocentre du CSEFRS :

- lot1 : Développement et mise en œuvre d'une banque de données relative au système de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique, ainsi que les prestations de formation et d'assistance y afférentes.
- lot2 : Acquisition d'une plateforme matérielle pour l'infocentre.
- lot3 : Acquisition de logiciels nécessaires à la mise en place de la banque de données, ainsi que les prestations de formation y afférentes et d'assistance y afférentes.
- Lot4 : Acquisition de logiciel statistiques : IBM SPSS Statistics, ainsi que les prestations de formation y afférentes.

En application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

B- Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu :... Affilié à la CNSS sous le N°:

Inscrit au registre du commerce de (Localité) sous le N°

N° de patente

b) Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise),

Agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de:.....

Adresse du siège social de la société:

Adresse du domicile élu:

Affiliée à la CNSS sous le N°

Inscrite au registre du commerce(localité) sous le n°

N° de patente

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- 1) remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres;
- 2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Montant hors T.V.A. :.....(en lettres et en chiffres)

Taux de la TVA :..... (En pourcentage)

Montant de la T.V.A. (taux en %):(en lettres et en chiffres)

Montant T.V.A. comprise:(en lettres et en chiffres)

L'Etat se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte..... (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à(localité), sous relevé d'identification (RIB) numéro

Fait àle

(Signature et cachet du prestataire)

ANNEXE II DECLARATION SUR L'HONNEUR

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n° 11/CSEFRS/2016

Objet : Le présent appel d'offres a pour objet la mise en place de l'infocentre du CSEFRS :

- lot1 : Développement et mise en œuvre d'une banque de données relative au système de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique, ainsi que les prestations de formation et d'assistance y afférentes.
- lot2 : Acquisition d'une plateforme matérielle pour l'infocentre.
- lot3 : Acquisition de logiciels nécessaires à la mise en place de la banque de données, ainsi que les prestations de formation y afférentes et d'assistance y afférentes.
- Lot4 : Acquisition de logiciel statistiques : IBM SPSS Statistics, ainsi que les prestations de formation y afférentes.

A- Pour les personnes physiques

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de téléphone, numéro de Fax : Adresse électronique :

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° :(a)

Inscrit au registre du commerce de(localité) sous le n° (a)

N° de patente(a)

N° du compte bancaire courant postal- bancaire ou à la T.G.R.....(RIB)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) Numéro de téléphone, numéro de Fax : Adresse électronique :

Agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de :

Adresse du siège social de la société.....

Adresse du domicile élu

Affiliée à la CNSS sous le n°.....(a)

Inscrite au registre du commerce(localité) sous le n°(a)

N° de patente

N° du compte bancaire courant postal- bancaire ou à la T.G.R (b).....(RIB), en vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Déclare sur l'honneur :

- 1) m'engager à couvrir dans les limites fixées dans cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du décret n° 2.12.349 du 08 jourada I 1434 (20 Mars 2013), relatif aux marchés publics ;
- 3) étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (b).
- 4) m'engager si j'envisage de recourir à la sous - traitance :

- à m'assurer que les sous- traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret n° 2.12.349 du 08 jourmada I 1434 (20 Mars 2013), relatif aux marchés publics précité ;
 - que celle- ci ne peut dépasser 50% du montant, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues par le cahier des prescriptions spéciales, ni celles sur celles que le maître d'ouvrage à prévues dans ledit cahier ;
- 5) m'engager à ne pas recourir par moi- même ou par personne interposées, à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution ou du présent marché.
 - 6) m'engager à ne pas faire, par moi- même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
 - 7) atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du décret n° 2.12.349 précité.
 - 8) certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
 - 9) reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 138 et 159 décret n° 2.12.349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(a) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(b) à supprimer le cas échéant.

ANNEXE III

Doc 8 : Tableau de la prise en charge des principales fonctionnalités techniques

Fonctionnalités	Supportée avec simple paramétrage (Oui/Non)	Description de la prise en charge
Les procédures		
Association dynamique de règles de contrôles des tâches		
Paramétrage dynamique d'application et enclenchement des règles et contrôles au démarrage		
Possibilité de paramétrer des processus en mode parallèle		
Possibilité de paramétrer l'échange avec les systèmes des partenaires		
Règles métier		
Le système doit permettre la définition dynamique des règles de gestion de la banque de données		
Le système doit supporter la gestion des versions		
Le système doit offrir la possibilité de stockage des sélections utilisateurs par eux-mêmes et qui peuvent être rafraichies et mises à jours dès qu'elles sont réutilisées		
Fonctionnalités		
Réorganisation des séries en thème et sous-thème		
Intégration facile et automatique de nouveaux thèmes et de nouvelles séries		
Documentation des séries		
Normalisation des axes d'analyse		
Plusieurs modes d'accès à l'entrepôt de données (thème, indicateur, portée géographique, secteur, domaine, ...		
Série multi sources		
Accès par internet au système		
Applicatif attractif		
Recherche claire et intuitive		
Résultat de recherche facilement comprise		
Contribution participative des partenaires		
Articulation du système de manière différente selon les profils		
Manipulation de l'information		
Mise à la disposition de l'information		
Organisation personnalisée de l'information		
Extraction de l'information		
Administration du système		
Gestion des juridictions		
Paramétrage des thèmes		

Gestion des intégrations		
Gestion des axes d'analyse		
Gestion des catalogues d'informations		
Gestion des contributions		
Administration facile de la banque de données		
Architecture applicative		
Banque de données gérée par les administrateurs pour préparer des évolutions et d'intégration de données		
Banque de données d'utilisation		
Applicatif d'administration		
Applicatif utilisateur		
Applicatif de valorisation des données		
Interface web du futur système		
Référentiel		
Le référentiel doit supporter la définition dynamique de l'organisation territoriale et des départements partenaires du Maître d'ouvrage		
Le système doit inclure un référentiel global des nomenclatures des données		
Le référentiel doit gérer l'unicité et la cohérence des données		
Intégration avec des systèmes hétérogènes		
Paramétrage dynamique d'interfaces sous différentes formes : Texte, XML, SOAP, REST, ...		
Le système peut consommer des Web Services par simple paramétrage		
Le système est disposé à intégrer un B.I et datawarehouse		
Le système est disposé à intégrer un système de traitement statistique		
Le système est disposé à intégrer un système cartographique		
Gestion du système		
Intégration de la gestion des administrateurs		
Intégration de la gestion des contributeurs		
Gestion des droits d'accès par utilisateur, profil d'utilisateur ou groupe d'utilisateurs, par document et par dossier		
Automatiser les Contrôles		
Paramétrage dynamique de contrôles visuels et check lists de vérification des opérations se rapportant à l'alimentation, à l'apport des contributeurs, à la sauvegarde de la banque de données		
Association dynamique de ces contrôles à des règles de gestion de la banque de données		
Contrôle de l'intégrité des données de la banque de données		
Gérer la Traçabilité Processus		

Supporter des pistes d'audit intégrales des activités dans le système		
Piloter les indicateurs d'activité en temps réel		
Visualisation dynamique des indicateurs définis		
Gestion des notifications		
Paramétrage dynamique des alertes et notifications liées aux délais de réalisation des tâches (alimentation, mise à jour, sauvegarde, apport des contributeurs, ...)		
Les notifications peuvent être dynamiquement envoyées par email ou application		
Evolution simple de la banque de données		
Modification dynamique de toutes les composantes de la banque de données		
Editions et rapports		
La solution doit permettre la création dynamique de rapports et éditions.		
Plateforme technique		
La solution doit être indépendante et pouvoir utiliser les principaux serveurs LDAP du marché : OpenLDAP, Active Directory, ...		
Support multilingue		
Le système doit supporter en natif le multilingue (au moins Français, l'Anglais, l'Arabe)		
Il doit permettre l'utilisation simultanée de langues différentes sur les mêmes dossiers et informations		
Sécurité		
Le système devra supporter l'authentification		
Le système doit permettre la traçabilité totale et disposer de pistes d'audit intégrales		
Définition dynamique des données et attributs		
Le système permet de suivre toutes les actions effectuées qu'elles soient de modification, de suppression, de création, de lecture, d'extraction, d'intégration, ou de validation.		
Les données et attributs peuvent être sélectionnés par simple paramétrage		
La gestion des habilitations peut se faire sur la base de rôles et profils		
Les droits des rôles et profils doivent pouvoir être paramétrés sur l'ensemble des modules de la banque de données		
Les droits des rôles et profils doivent pouvoir être paramétrés sur les domaines de la banque de données		
Prise en charge mobilité		
Le système peut être utilisé en mobilité Android, iOS et Windows		

ANNEXE IV
MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL PROPOSE

1. NOM DE L'EMPLOYE : [NOM COMPLET]

2. DATE DE NAISSANCE :

3. NATIONALITE :.....

4. FORMATION : [INDIQUER LES ETUDES UNIVERSITAIRES ET AUTRES ETUDES SPECIALISEES DE L'EMPLOYE AINSI QUE LES NOMS DES INSTITUTIONS FREQUENTEES, LES DIPLOMES OBTENUS ET LES DATES DE LEUR OBTENTION]

5. MEMBRE A DES ASSOCIATIONS/GROUPEMENTS PROFESSIONNELS:

6. AUTRES FORMATIONS [INDIQUER TOUTE AUTRE FORMATION REÇUE]

7. LANGUES : [INDIQUER POUR CHACUNE LE DEGRE DE CONNAISSANCE : BON, MOYEN, MEDIOCRE POUR CE QUI EST DE LA LANGUE PARLEE, LUE ET ECRITE]

8. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :[EN COMMENÇANT PAR SON POSTE ACTUEL, DONNER LA LISTE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE INVERSE DE TOUS LES EMPLOIS EXERCES PAR L'EMPLOYE DEPUIS LA FIN DE SES ETUDES. POUR CHAQUE EMPLOI (VOIR LE FORMULAIRE CI-DESSOUS), DONNER LES DATES, LE NOM DE L'EMPLOYEUR ET LE POSTE OCCUPE.]

DEPUIS [ANNEE]: JUSQU'A [ANNEE] :

EMPLOYEUR :.....

POSTE :

9. DETAIL DES TACHES EXECUTEES : [INDIQUER TOUTES LES TACHES EXECUTEES ET QUI SONT SIMILAIRES A CELLES QUE VOUS AUREZ LA CHARGE DANS LE CADRE DE CETTE PROPOSITION]

10. EXPERIENCE DE L'EMPLOYE QUI ILLUSTRE LE MIEUX SA COMPETENCE : [DONNER LES INFORMATIONS SUIVANTES QUI ILLUSTRENT AU MIEUX LA COMPETENCE PROFESSIONNELLE DE L'EMPLOYE POUR LES TACHES MENTIONNEES AU POINT 8]. IL S'AGIT: NOM DU PROJET OU DE LA MISSION, ANNEE, LIEU, PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROJET, POSTE , ACTIVITES.

11. ATTESTATION :

JE, SOUSSIGNE, CERTIFIE SUR L'HONNEUR, QUE LES RENSEIGNEMENTS CI-DESSUS RENDENT FIDELLEMENT COMPTE DE MA SITUATION, DE MES QUALIFICATIONS ET DE MON EXPERIENCE.

J'ACCEPTÉ QUE TOUTE FAUSSE DECLARATION PUISSE ENTRAINER MON EXCLUSION, OU MON RENVOI SI J'AI ETE ENGAGE.

DATE : JOUR/MOIS/ANNEE

[SIGNATURE DE L'EMPLOYE ET DU REPRESENTANT HABILITE DU PRESTATAIRE].

DERNIERE PAGE

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX

N° 11/CSEFRS/2016

RELATIF A LA MISE EN PLACE DE L'INFOCENTRE DU CONSEIL

- LOT N°1 : DEVELOPPEMENT ET MISE EN OEUVRE D'UNE BANQUE DE DONNEES RELATIVES AU SYSTEME DE L'EDUCATION DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE BSCIENTIFIQUE, AINSI QUE LES PRESTATIONS DE FORMATION ET D'ASSISTANCE Y AFFERENTES.
- LOT N° 2 : ACQUISITION DE LA PLATEFORME MATERIELLE POUR L'INFOCENTRE.
- LOT N° 3 : ACQUISITION DE LA SOLUTION LOGICIELS NECESSAIRES A LA BANQUE DE DONNEES, AINSI QUE LES PRESTATIONS DE FORMATION ET D'ASSISTANCE Y AFFERENTES.
- LOT N°4 : ACQUISITION DE LOGOICIEL STATISTIQUE : IBM SPSS STATISTICS, AINSI QUE LES PRESTATIONS DE FORMATION Y AFFERENTES.

DRESSE ET PRESENTE PAR



Abdellatif ATMANI
Directeur du pôle Systèmes
d'Information

VALIDE PAR

LU ET ACCEPTE PAR LE SOUMISSIONNAIRE

SIGNE ET APPROUVE PAR

Rabat, le.....